



**Direction départementale
des territoires de l'Ain**
23 rue Bourgmayer CS 90410
01012 BOURG EN BRESSE CEDEX

***Service Urbanisme Risques
Unité Prévention des Risques***

Plan de prévention des risques

***Inondation du Rhône
et de l'Ain***

Commune de **LOYETTES**

Rapport de présentation

Vu pour rester annexé
à notre arrêté de ce jour,
Bourg-en-Bresse, le 16 septembre 2016
Le préfet,
signé : Laurent TOUVET

Prescrit le 25 juin 2015

***Mis à l'enquête publique
du 10 février 2016
au 17 mars 2016***

Approuvé le 16 septembre 2016

Sommaire

Préambule.....	5
1 Qu'est ce qu'un PPR ?.....	6
1.1.Principes généraux.....	6
1.2.Quelques notions utiles.....	6
1.3.Les objectifs du PPR.....	8
1.4.Champ d'application.....	8
1.5.Contenu.....	9
1.6.Effets du PPR.....	10
2 Procédure.....	12
2.1.La prescription.....	12
2.2.L'élaboration.....	12
2.3.Les consultations.....	12
2.4.La mise à l'enquête publique	12
2.5.L'approbation par arrêté préfectoral.....	13
2.6.La révision ou la modification ultérieures.....	13
2.7.Les recours.....	13
3 Le PPR de LOYETTES.....	14
3.1.Les raisons de la prescription.....	14
3.2.Le bilan de la concertation.....	14
4 Analyse et cartographie de l'aléa inondation.....	16
4.1.Analyse hydrologique.....	16
4.2.La qualification de l'aléa de référence du Rhône.....	17
4.3.La qualification de l'aléa exceptionnel du Rhône.....	20
4.4.La qualification de l'aléa de référence de l'Ain.....	20
4.5.Cartographie de l'aléa inondation.....	22
4.6.Les cotes de référence.....	23
5 Identification et caractérisation des enjeux.....	25
5.1.Définition.....	25
5.2.Méthodologie et résultats.....	25
6 De la carte d'aléa à la carte réglementaire.....	26
6.1.Principes de définition du zonage.....	26
6.2.Principes de délimitation à l'échelle du parcellaire.....	27
7 Description du règlement par zone.....	28
7.1.En zone ROUGE.....	28
7.2.En zone BLEU FONCÉ B1.....	28
7.3.Dispositions communes à la zone rouge et à la zone bleue B1.....	29
7.4.En zone BLEUE B2.....	29
7.5.Mesures de réduction de la vulnérabilité des biens existants.....	29
Bibliographie.....	30
Annexes.....	31

**Prévenir les risques, c'est préserver l'avenir, en agissant pour réduire le plus possible les conséquences dommageables lors des événements futurs :
protéger en priorité les vies humaines,
limiter les dégâts aux biens et les perturbations aux activités sociales et économiques.
La prévention doit combiner des actions de réduction de l'aléa (phénomène physique),
de réduction de la vulnérabilité (enjeux exposés à l'aléa),
de préparation et de gestion de la crise.
Le plan de prévention des risques (PPR), dispositif de prévention réglementaire porté par l'État, prend place dans la démarche générale de prévention.**

*Les pièces de ce dossier de révision du plan de prévention des risques de la commune de Loyettes ont été réalisées et éditées par la direction départementale des territoires de l'Ain
(ddt-sur-pr@ain.gouv.fr – www.ain.gouv.fr - 04 74 45 62 37).*

Le lecteur pourra utilement se reporter au site internet www.prim.net (notamment son catalogue numérique : http://catalogue.prim.net/61_plan-de-prevention-des-risques-naturels-previsibles-ppr_.html) pour accéder aux documents méthodologiques utilisés pour l'élaboration de ce dossier.

Le document approuvé sera accessible sur le site internet des services de l'État dans l'Ain, rubrique risques majeurs : <http://www.ain.gouv.fr/risques-majeurs-r408.html>

Préambule

La répétition d'événements catastrophiques au cours des vingt dernières années sur l'ensemble du territoire national a conduit l'État à renforcer la politique de prévention des inondations. Cette politique se décline simultanément selon les cinq axes suivants :

- **l'amélioration des connaissances** (études hydrauliques, atlas des zones inondables) et le renforcement de la conscience du risque par des actions de formation et d'information préventive des populations sur les risques (Dossier départemental des risques majeurs [DDRM], dispositif d'information des acquéreurs et locataires - [IAL], gestion des repères de crues, etc.) ;
- **la surveillance, la prévision et l'alerte** (vigilance météo, surveillance des crues [Vigicrues](#)), la préparation à la gestion de crise (plan communal de sauvegarde [PCS], plan particulier d'intervention [PPI], etc.), qui permettent d'anticiper en cas d'événement majeur ;
- **la limitation de l'exposition des personnes et des biens aux aléas**¹, d'une part en maîtrisant l'urbanisation, par la mise en œuvre de plans de prévention réglementaire, par la prise en compte des risques dans les décisions d'aménagement et les documents d'urbanisme (SCOT, PLU) et d'autre part en réduisant la vulnérabilité des bâtiments et activités implantées en zone de risque ;
- **les actions de réduction de l'aléa**, par exemple en ralentissant les écoulements à l'amont des zones exposées ;
- **l'aménagement d'ouvrages collectifs de protection** localisée des enjeux existants, ces aménagements ne devant pas favoriser une constructibilité des terrains protégés.

Cette politique s'est concrétisée entre autres par la mise en place de **plans de prévention des risques (PPR)**², dont le cadre est fixé par les articles [L562-1 et suivants](#) et [R562-1 et suivants](#) du Code de l'environnement, issus notamment des lois n°95-101 du 2 février 1995 et n°2003-699 du 30 juillet 2003.

En matière de prévention des inondations et de gestion des zones inondables, l'État avait déjà défini sa politique dans la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994. Cette circulaire est articulée autour des 3 principes suivants :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses, et les limiter dans les autres zones inondables,
- contrôler l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues,
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés.

En outre, la loi n°2004-811 du 13 août 2004 dite de modernisation de la sécurité civile, renforce le dispositif de prévention des risques. Elle institue notamment l'obligation, pour certains gestionnaires, de prévoir les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise (exploitants d'un service destiné au public, tel que assainissement, production ou distribution d'eau pour la consommation humaine, électricité ou gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public).

1 Voir définition au paragraphe 1.2 "Quelques notions utiles"

2 Il existe deux grands types de PPR : les PPRN (naturels, dont font partie les PPRi qui traitent spécifiquement des inondations) et les PPRT (technologiques).

1 Qu'est ce qu'un PPR ?

1.1. Principes généraux

Un plan de prévention des risques naturels majeurs prévisibles (dit PPRn) est un document qui régit l'usage du sol de façon à limiter les effets d'un aléa naturel sur les personnes et les biens.

L'objet d'un PPRn est, sur un territoire identifié, de :

- **délimiter** les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitation, ou, pour le cas où ils y seraient autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils sont réalisés, utilisés ou exploités ;
- **délimiter** les zones qui ne sont pas directement exposées au risque mais où des aménagements peuvent aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux, et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions ;
- **définir** les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui sont prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui incombent aux particuliers ;
- **définir** des mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation, ou l'exploitation des constructions, ouvrages, espaces existants à la date d'approbation du plan, qui sont prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

Le dossier dont la mise à l'étude est prescrite par arrêté préfectoral, est approuvé après enquête publique et diverses consultations, dont celle des conseils municipaux concernés (cf. chapitre 2).

Les dispositions d'urbanisme qui en découlent sont opposables à toute personne publique ou privée. Elles valent servitude d'utilité publique après l'approbation du PPR, et demeurent applicables même lorsqu'il existe un document d'urbanisme.

Le PPR n'est ni un document de prévision, ni un programme de travaux de protection. La présence d'un PPRn sur un territoire communal n'est pas une protection absolue contre les catastrophes. Il a cependant pour objet d'en limiter les effets à terme, combiné aux autres actions de prévention, de prévision et de protection.

1.2. Quelques notions utiles

On appelle **aléa** un phénomène naturel ou accidentel d'occurrence et d'intensité données. Il peut s'agir d'inondation par débordement de cours d'eau ou submersion de digues, de glissement de terrain, de chute de rocher, d'incendie de forêt, de tempête, de séisme.

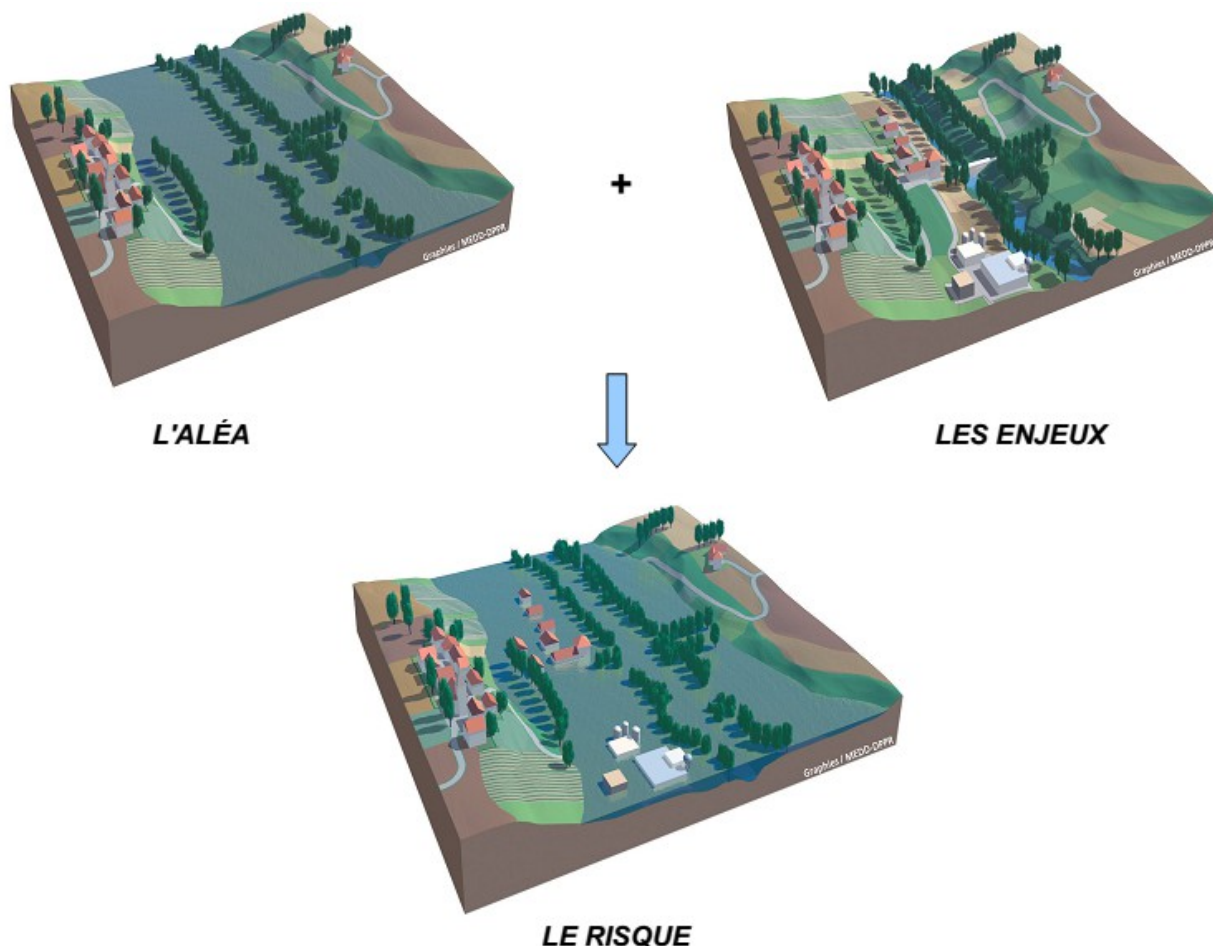
L'**occurrence** est la probabilité de survenue de l'événement (voir plus loin).

L'**intensité** exprime l'importance du phénomène, évaluée ou mesurée par des paramètres physiques : hauteur de submersion, vitesse du courant, masse des mouvements de terrain, etc.

Les aléas sont définis à partir des observations de phénomènes déjà produits, s'ils sont renseignés avec précision et objectivité, et d'approches plus théoriques quand les observations manquent. Cette approche théorique se fonde cependant sur l'analyse et le retour d'expérience sur les événements enregistrés depuis plusieurs décennies.

On appelle **enjeux** l'ensemble des personnes, biens, activités quelles que soient leur nature, qui sont exposés à un aléa et qui peuvent de ce fait subir des dommages. Ils sont analysés au cas par cas. Les enjeux humains sont évidemment prioritaires. Dans le cas de crue lente comme celles de la Reyssouze, dont le déroulement permet généralement une bonne mise en sécurité des personnes, le nombre de victimes peut être relativement limité. Cependant, au-delà des dangers pour les humains, les dégâts peuvent se chiffrer en millions d'euros.

On appelle **risque** la résultante du croisement d'un aléa et d'un enjeu. Ainsi une inondation courte sur des terrains agricoles hors période de croissance et de récolte est plutôt bénéfique et n'est pas un risque. La même crue inondant un établissement sensible (établissement accueillant des personnes âgées ou malades par exemple) aura une incidence notable, voire catastrophique.



On appelle **vulnérabilité** le niveau des conséquences prévisibles (sinistres) d'un aléa sur les enjeux. Elle concerne aussi bien les personnes (noyade, blessure, isolement, impossibilité d'avoir accès à l'eau potable ou au ravitaillement, perte d'emploi, etc.) que les biens (ruine, détérioration, etc.) ou la vie collective (désorganisation des services publics ou commerciaux, destruction des moyens de production, etc.).

On appelle **crue centennale** (ou de retour 100 ans, notée également Q100) une crue qui a une probabilité de 1 % d'être atteinte ou dépassée chaque année. Il s'agit d'une notion statistique fondée sur les événements passés et des simulations théoriques. Cela ne signifie pas qu'elle se produit une fois tous les 100 ans, ni une fois par siècle.

On appelle **crue de référence** la crue prise par convention comme référence pour fixer les règles du PPR. Il est nécessaire en effet d'arbitrer entre la logique qui voudrait assurer un niveau de prévention maximum en prenant en compte un événement extrêmement rare mais toujours possible, et la logique qui tend à négliger la probabilité d'un événement pour ne pas créer trop de contrainte, en considérant une période d'observation des aléas trop courte. La crue de référence d'un PPRi est soit la crue centennale, soit la plus forte crue connue, si cette dernière est supérieure à la crue centennale.

Il faut rappeler que les événements majeurs dépassent la plupart du temps l'admissible, par leur ampleur, leur force irrépessible. Ils peuvent provoquer non seulement un grand nombre de victimes et des dégâts insupportables à l'échelon local, mais aussi une destruction du tissu économique et des traumatismes profonds. Mais leur relative rareté, et l'oubli sélectif que la population leur applique, les font apparaître improbables et tendent à minimiser la probabilité de leur survenue. Une approche plus statistique que sensible est utile pour "objectiver" la réalité d'une catastrophe.

1.3. Les objectifs du PPR

1.3.1. Informer

Le PPR est établi à partir de connaissances scientifiques et d'observations sur la nature et le développement des phénomènes. Les études préalables définissent les aléas conventionnels qui servent de référence pour fixer les mesures de prévention les plus adaptées.

Mis à la disposition du public, le PPR est donc une source d'informations sur la nature des aléas qui peuvent se produire, et sur les risques qu'ils présentent pour les personnes, les biens et la vie économique et sociale. Dans les communes qui disposent d'un PPR (prescrit ou approuvé), des mesures particulières d'information sont obligatoires : information des acquéreurs et locataires par les vendeurs et bailleurs de biens immobiliers, information de la population par le maire, etc.

1.3.2. Limiter les dommages

En limitant les possibilités d'aménagement en zone exposée aux aléas, notamment l'habitat, en préservant les zones d'expansion de crues, et éventuellement en prescrivant la réalisation de travaux de protection, le PPR permet de réduire :

- les dommages directs aux biens et activités existants,
- les difficultés de gestion de crise et de retour à la normale après l'épreuve,
- la possibilité de nouveaux dommages dans le futur.

1.3.3. Préparer la gestion de crise

En rendant obligatoire un Plan Communal de Sauvegarde (PCS), le PPR incite les autorités municipales à mieux se préparer en cas de survenue d'une catastrophe, et limite ainsi les risques pour la sécurité des personnes.

1.4. Champ d'application

Le PPR couvre l'ensemble du champ des risques dans l'aménagement.

Il peut prendre en compte la quasi-totalité des risques naturels : crues de plaine, crues torrentielles, mouvements de terrains, etc. La prévention du risque humain (danger et conditions de vie des personnes) est sa priorité.

Il fixe les mesures aptes à prévenir les risques et à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables, tant à l'égard des biens et des activités implantées ou projetées, que des personnes exposées.

Le PPR est doté de possibilités d'intervention larges.

Il régit les zones directement exposées aux risques, et prévoit des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde par les collectivités publiques et par les particuliers ;

Il régit les zones non exposées directement aux risques mais dont l'aménagement pourrait aggraver les risques ;

Il peut intervenir sur l'existant, avec un champ d'application équivalent à celui des projets dans le cadre de la réduction de la vulnérabilité. Toutefois, il doit s'en tenir à des "aménagements limités" (10 % de la valeur vénale ou estimée des biens) pour les constructions ou aménagements régulièrement construits.

Il dispose de moyens d'application renforcés.

Institué en tant que servitude d'utilité publique, opposable aux tiers, le PPR est un document prescriptif. Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni, en application de l'article L.562-5 du code de l'environnement, des peines prévues à [l'article L.480-4](#) du code de l'urbanisme.

Cet article précise notamment la peine encourue est une amende comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article [L. 430-2](#), soit, dans les autres cas, un montant de 300 000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé.

Pour les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde et les mesures applicables à l'existant, le PPR peut les rendre obligatoires, avec un délai de mise en conformité de 5 ans pouvant être réduit en cas d'urgence.

En revanche, le PPR n'a pas pour objet de prescrire ou de faire réaliser des travaux de protection contre les inondations, ou de traiter d'autres réglementations telles que l'obligation d'entretien des cours d'eau et de leurs berges, inscrite dans le code rural.

1.5. Contenu

Un PPR comprend au moins trois documents : le rapport de présentation, le plan de zonage, et le règlement.

1.5.1. Le rapport de présentation

Il indique le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances. Il justifie les sectorisations des documents graphiques et les prescriptions du règlement. Il rappelle les principes généraux d'élaboration du plan.

C'est l'objet du présent document.

1.5.2. Le plan de zonage réglementaire

Il délimite à minima :

- les zones rouges exposées aux risques où il est interdit de construire ;
- les zones bleues exposées aux risques où il est possible de construire sous conditions ;
- les zones blanches qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des aménagements ou activités peuvent aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux.

D'autres zones peuvent être identifiées avec des couleurs différentes pour tenir compte d'aléas ou d'enjeux spécifiques.

Le plan de zonage est basé sur les principes des circulaires du 24 janvier 1994³ et du 24 avril 1996⁴ qui introduit une autre notion importante en termes de délimitation et de réglementation, en indiquant qu'en dehors des zones d'expansion des crues, des adaptations peuvent être apportées pour la gestion de l'existant dans les centres urbains.

De telle sorte que le zonage réglementaire respecte les principes suivants :

- interdire des nouvelles constructions dans les zones d'aléas les plus forts, pour des raisons évidentes liées à la sécurité des personnes et des biens,
- contrôler la réalisation de nouvelles constructions dans les zones d'expansion des crues. Ces zones essentielles à la gestion globale des cours d'eau, à la solidarité amont-aval et à la protection des milieux sont à préserver de l'urbanisation nouvelle,
- éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés,
- tenir compte des contraintes spécifiques de gestion des zones urbanisées et notamment des centres urbains lorsqu'ils ne sont pas situés dans les zones d'aléas les plus forts (maintien des activités, contraintes urbanistiques et architecturales, gestion de l'habitat, etc.).

3 Circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, ministère de l'équipement et des transports.

4 Circulaire du 24 avril 1996 relative au bâti et ouvrages existants en zones inondables

1.5.3. Le règlement

Le règlement rassemble les dispositions qui s'appliquent selon le zonage et la nature des projets :

- mesures d'interdiction et prescriptions applicables dans chacune des zones ;
- mesures de prévention, de protection et de sauvegarde; mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan. Le règlement mentionne, le cas échéant, celle de ces mesures dont la mise en œuvre est obligatoire dans un délai fixé.

A ces trois documents peuvent s'ajouter des documents complémentaires (carte des événements historiques, carte des aléas, carte des enjeux).

1.6. Effets du PPR

1.6.1. PPR et urbanisme

Le PPR est opposable aux tiers. Il constitue une **servitude d'utilité publique** devant être respectée par la réglementation locale d'urbanisme. Ainsi il doit être annexé au plan local d'urbanisme (PLU) dont il vient compléter les dispositions (article L.126-1 du code de l'urbanisme).

Il appartient ensuite aux communes et établissements publics de coopération intercommunale compétents de prendre en compte ses dispositions pour les intégrer dans leurs politiques d'aménagement du territoire.

Le non-respect de ses dispositions peut se traduire par des sanctions au titre du code de l'urbanisme, du code pénal ou du code des assurances. En particulier, les assurances ne sont pas tenues d'indemniser ou d'assurer les biens construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur lors de leur mise en place.

Le règlement du PPR s'impose :

- aux projets assimilés par l'article L562-1 du code de l'environnement aux "constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles" susceptibles d'être réalisés,
- aux mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques ou les particuliers,
- aux biens existants à la date de l'approbation du plan qui peuvent faire l'objet de mesures obligatoires relatives à leur utilisation ou aménagement.

1.6.2. PPR et biens existants

Les biens et activités existants à la date de l'approbation du plan de prévention des risques naturels continuent de bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi.

Pour les biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et avant l'approbation du présent PPR, le plan peut imposer des mesures obligatoires visant à la réduction de la vulnérabilité des bâtiments existants et de leurs occupants.

1.6.3. PPR et information préventive

Le maire d'une commune couverte par un PPR prescrit ou approuvé doit délivrer au moins une fois tous les deux ans auprès de la population une information sur les risques naturels.

Cette procédure est complétée par une obligation d'informer annuellement l'ensemble des administrés par un relais laissé au libre choix de la municipalité (bulletin municipal, réunion publique, diffusion d'une plaquette), des mesures obligatoires et recommandées pour les projets et pour le bâti existant.

De plus, la loi a créé l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs (IAL).

Cette information passe par une obligation pour les vendeurs ou bailleurs de biens immobiliers d'informer le futur acheteur ou locataire sur la situation du bien (bâti ou non bâti) dans un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé ou/et en zone de sismicité.

Les articles [R125-23 à 27](#) du code de l'environnement fixent les modalités de cette information.

L'arrêté préfectoral n°IAL2011_01 du 19 avril 2011 recense notamment les communes de l'Ain pour lesquelles l'information est obligatoire au titre de l'existence d'un PPR prescrit ou approuvé dans le département et de leur situation en zone de sismicité.

1.6.4. PPR et Plan Communal de Sauvegarde (PCS)

L'approbation du PPR rend obligatoire l'élaboration par le maire de la commune concernée d'un plan communal de sauvegarde ou PCS (article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile, et décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005.)

Le maire doit approuver le PCS de sa commune dans un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du PPR par le préfet du département.

1.6.5. PPR et assurances

Lorsqu'un PPR existe, le Code des assurances précise l'obligation de garantie des "biens et activités existant antérieurement à la publication de ce plan".

Si des biens immobiliers sont construits et que des activités sont créées ou mises en place en violation des règles administratives tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle (règles du PPR en vigueur), les assureurs ne sont pas tenus de les assurer (L.125-6, code des assurances).

Cette possibilité est toutefois encadrée par le Code des Assurances. Elle ne peut intervenir qu'à la date normale de renouvellement d'un contrat, ou à la signature d'un nouveau contrat.

- L'assuré qui se voit refuser la garantie par deux sociétés d'assurance peut saisir le Bureau Central de Tarification (BCT), compétent en matière de catastrophes naturelles. Ce dernier imposera alors à l'une des deux sociétés de garantir l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles et fixera les conditions devant être appliquées par l'assureur. Cela se traduit généralement par une majoration de franchise ou une limitation de l'étendue de la garantie.
- En application de l'article L.562-5 du code de l'environnement, les infractions aux dispositions du PPR sont constatées par des fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente et assermentés.

L'existence d'un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé **permet d'affranchir les assurés de toute augmentation de franchise d'assurance en cas de sinistre lié au risque naturel majeur concerné** (arrêté ministériel du 5 septembre 2000 modifié en 2003). Le lien aux assurances est fondamental. Il repose sur le principe que des mesures de prévention permettent de réduire les dommages et donc notamment les coûts supportés par la solidarité nationale et le système « Cat Nat » (Catastrophes Naturelles).

1.6.6. PPR et financement

L'existence d'un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé sur une commune peut ouvrir le droit à des financements de l'État au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), créé par la loi du 2 février 1995.

Ce fonds a vocation à assurer la sécurité des personnes et de réduire les dommages aux biens exposés à un risque naturel majeur. Sauf exceptions, il bénéficie aux personnes qui ont assuré leurs biens et qui sont donc elles-mêmes engagées dans une démarche de prévention.

Ces financements concernent :

- les études et travaux de prévention des collectivités locales,
- les études et travaux de réduction de la vulnérabilité imposés par un PPR aux personnes physiques ou morales,
- les mesures d'acquisition de biens exposés ou sinistrés, lorsque les vies humaines sont menacées (acquisitions amiables, évacuation temporaire et relogement, expropriations dans les cas extrêmes),
- les actions d'information préventive sur les risques majeurs.

L'ensemble de ces aides doit permettre de construire un projet de développement local au niveau de la ou des communes, qui intègre et prévient les risques et qui va au-delà de la seule mise en œuvre de la servitude PPR. Ces aides peuvent être selon les cas complétées par des subventions d'autres collectivités voire d'organismes tels que l'ANAH⁵ dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH).

⁵ Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

2 Procédure

La procédure d'élaboration du PPR est encadrée par le code de l'environnement ([art. R562-1 à 562-10](#)). Les différentes étapes sont la prescription, l'élaboration, les consultations et l'enquête publique, et in fine l'approbation.

2.1. La prescription

Le PPR est prescrit par un arrêté préfectoral qui détermine le périmètre mis à l'étude et la nature des risques pris en compte, désigne le service déconcentré de l'État chargé d'instruire le projet, et définit également les modalités de la concertation durant l'élaboration du projet.

L'arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est inclus en tout ou partie dans le périmètre du projet de plan.

Cet arrêté est en outre affiché pendant un mois dans les mairies de ces communes et aux sièges de ces établissements publics. Il fait aussi l'objet d'une insertion dans un journal diffusé dans le département. Il est publié au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

2.2. L'élaboration

Le dossier est élaboré par le service de l'État qui assure l'instruction, à partir d'une étude des aléas et des enjeux présents sur le territoire concerné. Le plan de zonage et les dispositions réglementant les zones sont réalisés en collaboration avec les élus ou services communaux au cours de réunions et visites de terrain.

2.3. Les consultations

Le projet de PPR est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes sur le territoire desquelles le plan sera applicable, et des organes délibérant des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme.

Si le projet de plan concerne des terrains agricoles ou forestiers, l'avis de la Chambre d'Agriculture et celui du Centre Régional de la Propriété Forestière sont également recueillis.

Tout avis demandé qui n'est pas rendu dans un délai de 2 mois est réputé favorable.

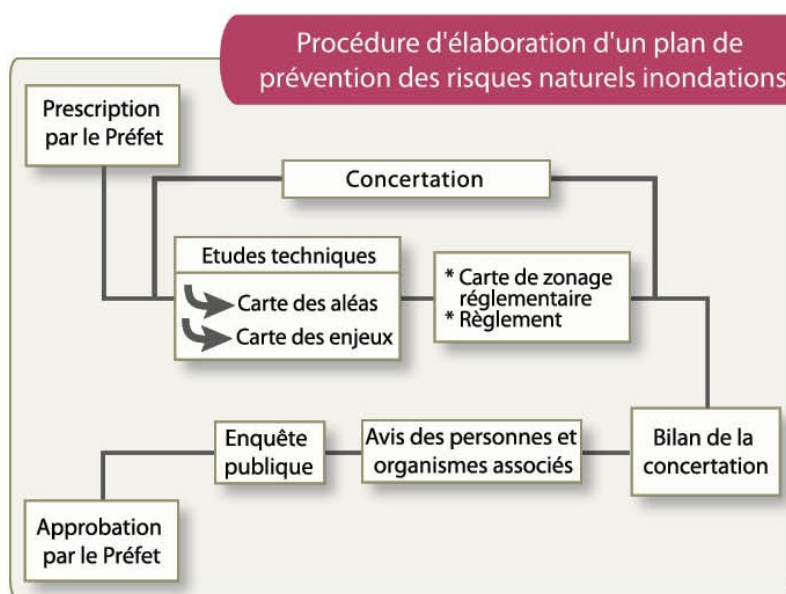
2.4. La mise à l'enquête publique

Le projet de plan est soumis par le préfet à une enquête publique dans les formes prévues par les articles [R.123-1 à R.123-23](#) du code de l'environnement.

- un commissaire-enquêteur est désigné par le tribunal administratif. Il lui revient d'être à la disposition du public, d'analyser les observations recueillies et de donner son avis motivé sur le projet.
- la durée de l'enquête ne peut être inférieure à un mois.
- le public est invité à venir consulter le projet et à consigner ses observations sur le registre d'enquête ou à les adresser au commissaire-enquêteur.
- les avis cités au paragraphe précédent qui ont été recueillis sont consignés ou annexés aux registres d'enquête par le commissaire enquêteur.
- le maire est ensuite entendu par le commissaire enquêteur.
- une publication dans deux journaux régionaux doit être faite 15 jours avant le début de l'enquête et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci.
- le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont rendus publics.

2.5. L'approbation par arrêté préfectoral

A l'issue de ces consultations, le plan, éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, est approuvé par arrêté préfectoral. Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'État dans le département ainsi que dans un journal diffusé dans le département.



Une copie de l'arrêté est ensuite affichée en mairie et au siège de l'établissement public de coopération intercommunale pendant un mois au minimum. La publication du plan est réputée faite à l'issue de l'ensemble de ces mesures de publicité.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public en mairie et au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ainsi qu'en préfecture.

Le PPR approuvé est annexé par la commune au plan local d'Urbanisme. Il vaut, dès lors, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers.

2.6. La révision ou la modification ultérieures

Le PPR peut être révisé suite à l'amélioration des connaissances sur l'aléa, à la survenue d'un aléa nouveau ou non pris en compte par le document initial, ainsi qu'à l'évolution du contexte. La procédure de révision du PPR suit les formes de son élaboration.

Le PPR peut également être modifié, si la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan. Dans ce cas, en lieu et place de l'enquête publique, le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont portés à la connaissance du public en vue de permettre à ce dernier de formuler des observations pendant le délai d'un mois précédant l'approbation par le préfet de la modification.

2.7. Les recours

L'arrêté préfectoral d'approbation du PPR peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification aux communes concernées, de la part de ces dernières, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Ain, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la prévention des risques, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon de la part de tiers, soit :

- directement en l'absence de recours préalable, dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicités prévues,
- à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

3 Le PPR de LOYETTES

3.1. Les raisons de la prescription

Le plan de prévention des risques inondation (ou PPRI) de la commune de LOYETTES a été prescrit par arrêté du préfet de l'Ain le 25 juin 2015⁶.

La commune de Loyettes est située dans la plaine alluviale du Rhône, au sud-ouest du département de l'Ain, au nord-est de l'agglomération lyonnaise.

Son territoire est soumis aux aléas inondations, par les crues du Rhône dans sa partie sud d'une part, par les crues de l'Ain dans sa partie ouest d'autre part. Dans ces deux parties, la présence de constructions, d'habitat et d'activités justifie de mettre en œuvre des mesures réglementaires de prévention telles que le plan de prévention des risques (PPR).

Concernant les crues du Rhône, le dispositif réglementaire actuel est constitué par le PSS (plan des surfaces submersibles) Rhône amont créé par décret du 16 août 1972. Celui-ci a été établi sur la base des crues historiques de 1928 et 1944, la zone réglementée correspondant à l'enveloppe définie par la ligne d'eau historique. Or cette ligne d'eau ne tient pas compte des crues plus récentes, ni des aménagements du fleuve réalisés à l'amont par la Compagnie Nationale du Rhône (CNR). De plus, la portée juridique du PSS est faible, et n'assure pas un niveau suffisant de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable. Le PPR approuvé remplacera le PSS et abrogera ainsi ses dispositions sur la commune.

En outre, le Plan Rhône⁷ arrêté par le préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2007 a fixé des objectifs et des modalités de mise en œuvre des PPRI sur les communes riveraines du Rhône et de ses affluents à crue lente. Afin de satisfaire à la doctrine nationale pour l'élaboration des PPRI, qui préconise de prendre en référence la crue connue la plus importante et au minimum la crue centennale, la DREAL de bassin a proposé un scénario de crue qui intègre les crues majeures de 1944 et 1990, de l'ordre d'une occurrence centennale, ainsi que les aménagements de la CNR. Ce scénario sert de base à la définition de l'aléa de référence "crue du Rhône à l'amont de Lyon". Cet aléa a été porté à la connaissance des maires concernés le 24 octobre 2013.

La doctrine commune pour les PPRI du fleuve Rhône rappelle que la crue exceptionnelle dépassant la crue de référence est à considérer, eu égard aux conséquences dramatiques d'un tel événement. Cette crue doit être prise en compte pour la gestion d'événements majeurs : implantation d'établissements sensibles, l'information de la population et la préparation de la gestion de la crise. Sa prise en compte n'impacte donc pas ou peu les projets des particuliers.

Concernant les crues de l'Ain, celles-ci concernent la partie ouest du territoire communal. Les écoulements de l'Ain débordent sans exposer d'habitation pour la crue centennale. Lorsqu'il y a concomitance entre crue de l'Ain et crue du Rhône, les débits de l'Ain et du Rhône sont voisins. La crue de référence de l'Ain est une crue modélisée d'occurrence centennale.

3.2. Le bilan de la concertation

Les modalités de concertation ont été élaborées avec la commune et mentionnées dans l'arrêté préfectoral de prescription du 25 juin 2015 à savoir :

- information du maire, du conseil municipal et de la communauté de communes de la plaine de l'Ain sur la procédure et le montage du dossier et sur l'aléa de référence ;
- définition des enjeux, du zonage et du règlement en concertation avec les élus communaux compétents sous la forme de réunions de travail et de visites de terrain. Ces réunions ont fait l'objet de comptes-rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique ;
- au lancement de l'enquête publique, envoi du projet de dossier pour avis à la commune, à la communauté de communes de la plaine de l'Ain, au centre régional de la propriété forestière et à la chambre départementale d'agriculture de l'Ain ;
- tenue d'une réunion publique de présentation du projet de dossier avant enquête publique, sur proposition ou avec l'accord des élus communaux ;

6 Voir annexe n°1 : arrêté de prescription

7 Plus d'informations sur www.planrhone.fr

- mise en ligne, sur le site internet de l'État, du projet de dossier soumis à l'enquête publique ;
- après la phase de consultations et avant approbation, mise au point du dossier avec la commune.

Cinq réunions de travail ont eu lieu avec la commune de Loyettes (élus, direction des services).

Réunion du 29 mai 2015

La réunion avait pour objectif principal la présentation d'une première cartographie des enjeux et d'une première vision du zonage, avec une première version de règlement.

Réunion du 9 juillet 2015

La réunion a permis avec la présence de 4 membres du conseil municipal et 2 membres des services municipaux de présenter à un public plus large ce qu'est un PPRi, les bases sur lesquelles il s'appuie sur le territoire communal, comment est assurée la transition entre le porter à connaissance de l'aléa et le PPRi avec un PLU devant être approuvé avant l'automne, comment la procédure d'élaboration est mise à profit pour prendre en compte ou adapter quand c'est possible les projets communaux et enfin caler la suite du travail d'échange ainsi que la réunion publique d'information.

Réunion du 25 septembre 2015

La réunion de travail a été l'occasion d'échanger sur la base de travail un projet de règlement transmis préalablement et le confronter aux spécificités locales. Quelques points particuliers du projet de zonage sont discutés permettant de faire évoluer cartographie et règlement.

Réunion du 15 octobre 2015

La réunion de travail est centrée sur la présentation du projet de plan à la communauté de communes de la Plaine de l'Ain, service chargé de l'instruction des autorisations d'urbanisme, et les modifications à apporter aux pièces graphiques et écrites du projet de plan.

Réunion du 12 novembre 2015

La réunion de travail a été l'occasion d'analyser certains projets sur la commune et les conséquences du règlement du PPRi sur leur faisabilité, avant bouclage du dossier et consultation du conseil municipal et des autres organismes.

Une réunion d'information du public a été organisée à Loyettes le 5 novembre 2015 à 19h00 à la salle des fêtes, une cinquantaine de personnes y ont participé.

Parmi les organismes consultés, le centre national de la propriété forestière a donné un avis favorable le 12 janvier 2016, la chambre d'agriculture a rendu un avis favorable le 14 janvier 2016 et le conseil municipal de Loyettes a donné un avis défavorable le 21 janvier 2016. Les avis de la communauté de communes de la Plaine de l'Ain et de Voies Navigables de France sont réputés favorables (pas de réponse dans le délai de deux mois suivant la consultation).

L'enquête publique s'est déroulée du 10 février au 17 mars 2016, avec 5 permanences du commissaire enquêteur. Celui-ci a donné un avis favorable au projet de PPRi.

Réunion du 1^{er} juillet 2016

Cette réunion post enquête publique a permis de faire le point avec la commune des observations recueillies par le commissaire-enquêteur, des résultats des analyses techniques s'y rapportant, des modifications potentielles proposées et des difficultés subsistantes du point de vue des élus. Le dernier point de difficulté se porte sur le lieu-dit "La Corne", secteur non urbanisé au nord de l'agglomération, potentielle urbanisation future du bourg (les flancs Est et Ouest de agglomération sont destinés à un usage agricole et naturel, le Nord (à l'écart du fleuve) étant voué à l'extension urbaine. Ce secteur est concerné par des hauteurs d'eau très modestes et son urbanisation sous prescription ne serait pas de nature à compromettre l'expansion des crues du fait du faible volume potentiellement stocké.

4 Analyse et cartographie de l'aléa inondation

4.1. Analyse hydrologique

Les deux cours d'eau principaux provoquant des inondations sur la commune de LOYETTES sont le Rhône et l'Ain.

Ces cours d'eau ont des comportements différents. En outre, survenance et occurrence de crues sont pour une grande part indépendantes. En conséquence, les événements de référence pris pour l'application du présent plan de prévention des risques sont des événements distincts.

Le choix de l'événement sur chaque cours d'eau répond à la définition de la crue de référence du PPR inondation selon les textes. Il s'agit soit de la crue centennale⁸ soit de la plus forte crue connue si cette dernière est supérieure à la centennale.

Le **Haut Rhône** a un régime nivo-glaciaire, c'est-à-dire que les hautes eaux sont estivales. Le Lac Léman, à l'amont immédiat de l'entrée du fleuve en France joue un rôle très fort d'écrêtement des crues par le biais du barrage du Seujet à Genève.

Les affluents du Haut Rhône ont également un régime nival en rive gauche. Cependant, la rivière d'Ain, affluent majeur de la rive droite avant Lyon, présente un régime océanique (hautes eaux hivernales, basses eaux estivales).

Toutefois, la concomitance des crues du Rhône et de l'Ain est historiquement réaliste. Les débits des deux cours d'eau en crue centennale au niveau de la confluence sont par ailleurs comparables.

Le **Rhône** au droit de la commune de Loyettes inonde la plaine urbanisée tout d'abord par débordements directs ; Mais au regard de la topographie peu marquée (terrains très plats) , il apparaît que de nombreuses zones sont aussi concernées par les inondations, car l'épisode de crue est généralement accompagné d'une forte pluviométrie. Le Rhône étant en crue, l'impluvium (le ruissellement), rencontre des difficultés à être évacué.

L'ensemble de ces zones couvrent une bonne partie de l'agglomération, mais aussi les zones agricoles Est et Ouest.

La rivière d'**Ain** prend sa source dans le Jura sur le plateau de Nozeroy (source vaclusienne) et se jette dans le Rhône au terme d'un parcours de 200 km. Elle draine un bassin versant de 3 672 km². Son débit moyen est de 120 m³/s à Pont de Chazey ce qui en fait l'affluent le plus important du Haut-Rhône. Sa pente est relativement régulière à 0,3% en moyenne.

Dans sa partie amont, la rivière traverse des gorges profondes en passant successivement dans 5 retenues artificielles. A l'aval du dernier barrage, le cours d'eau retrouve un profil quasiment naturel, quelque peu influencé par 3 micro-centrales. L'Ain reçoit par ailleurs de nombreux affluents dont les plus importants sont d'amont en aval : la Saine, la Lemme, l'Angillon, le Hérisson, la Syrène, la Cimanthe, la Bienne, l'Oignin, la Valouse, le Veyron, le Suran, l'Albarine.

Dans sa partie aval la rivière coule et divague dans une large plaine au pied de la côtière de la Dombes et conflue avec le Rhône dans un vaste secteur sauvage et protégé (site classé du confluent AIN-RHÔNE).

Si son bassin versant reste globalement peu urbanisé, certaines parties (bassin versant de la Bienne, du Lange et de l'Oignin, de l'Albarine) ont connu des aménagements qui ont contribué à aggraver les conditions de restitution des débits à l'aval.

Sur Loyettes, l'Ain en rive gauche inonde une vaste zone humide constituant le site inscrit Confluent de l'Ain et du Rhône. Mais ces débordements gagnent pour la crue centennale une part de la zone agricole et de la zone d'activité bordant la route départementale rejoignant Port-Galland.

⁸ Crue qui a 1 % de chance d'être atteinte chaque année

4.2. La qualification de l'aléa de référence du Rhône

Éléments réglementaires : la crue de référence

La doctrine nationale pour l'élaboration des PPRi préconise de prendre en compte un aléa de référence correspondant à la crue réputée la plus grave et au minimum à la crue centennale. Ce principe a été décliné dans le contexte rhodanien marqué par les aménagements majeurs réalisés dans les années 1960 et 1970 par la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) pour exploiter le potentiel hydroélectrique du fleuve, favoriser la navigation et permettre l'irrigation. Les conditions d'écoulement ont ainsi été fortement modifiées depuis les grandes crues du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècles.

La doctrine commune pour les plans de prévention des risques d'inondation (PPRi) du fleuve Rhône, est établie sur le bassin du Rhône français entre 2004 et 2006, dans le cadre de la mission donnée par le premier ministre au préfet de bassin (21 janvier 2004) pour élaborer une stratégie globale de prévention des inondations sur le Rhône et ses affluents à crue lente. Ainsi l'aléa de référence en amont de Lyon est défini comme l'aléa correspondant au débit des crues de 1944 ou 1990, ces crues étant proches d'une occurrence centennale (suivant les secteurs). Une modélisation de ces crues historiques a été réalisée entre l'entrée en France du Rhône et son entrée dans Lyon, afin de prendre en compte les aménagements et les conditions de fonctionnement des ouvrages CNR ; la crue de référence est donc conforme aux conditions actuelles d'écoulement.

Le scénario de la crue de référence est cohérent avec celui pris pour le PPRi du Grand Lyon, fondé également sur une la crue centennale.

Scénario de crue de référence sur le Rhône-amont

Dans les territoires couverts par le PSS approuvé en 1972, l'aléa retenu à l'époque s'appuie sur les crues historiques de 1928 et 1944, mais la zone réglementée correspond à l'enveloppe définie par la ligne d'eau historique, a priori différente de celle qui serait modélisée en situation actuelle, et elle ne tient pas compte des aménagements CNR.

Il a donc été nécessaire de préciser le scénario de crue de référence et de modéliser ce scénario de crue dans les conditions actuelles d'écoulement prenant en compte le fonctionnement des aménagements (débits⁹ dérivés, protections dans les zones concernées par les aménagements).

Les tableaux et graphiques suivants renseignent sur ces données de base :

Récapitulatif des crues historiques aux différents sites documentés :

PLUS FORTES CRUES ANNUELLES DU HAUT RHONE (Débits en m3/s)								
RANG	POUGNY 1925-1999		BOGNES 1853-1999		LAGNIEU 1891-1999		PERRACHE 1900-1999	
1	01/01/1944	1520	20/01/1905	2000	16/02/1990	2445	24/11/1944	4250
2	14/05/1999	1300	20/01/1910	2000	11/11/1944	2400	16/02/1928	4150
3	22/09/1968	1280	23/12/1918	1920	25/12/1918	2100	25/12/1918	3900
4	08/07/1980	1250	03/10/1888	1900	22/01/1910	2090	26/02/1957	3700
5	01/01/1954	1230	30/05/1856	1800	16/02/1928	2025	21/01/1910	3550
6	01/01/1951	1220	25/09/1863	1800	16/01/1899	1995	12/02/1945	3420
7	15/10/1981	1200	06/08/1914	1700	18/01/1955	1950	28/12/1925	3250
8	01/01/1952	1170	15/02/1990	1685	26/02/1957	1820	16/02/1990	3230
9	01/01/1950	1150	19/10/1855	1640	23/11/1992	1797	30/12/1923	3210
(rang)	14/02/1990	1145 (11)	24/11/1944	1525 (13)	27/09/1927	1785 (10)	19/01/1955	3150 (10)
ATTENTION Toutes les dates commençant par 01/01 sont incertaines en ce qui concerne le jour et le mois								

9 Quantité d'eau s'écoulant en une seconde en un point donné d'un cours d'eau, mesurée par le produit de la vitesse moyenne du courant (en m/s) par la section mouillée (en m²).

Les crues caractéristiques du Rhône-amont modélisées issues de l'Etude Globale sur le Rhône :

	Q10 ¹⁰	Q100 ¹¹	Q Historique ¹²	Q1000
Pougny	1180	1470	1520 (1944)	1800
Bognes	1450	1920	2000 (1905)	2375
Seyssel	1430	1940	2000 (1910)	2450
Pont de la Loi (entrant Chautagne)	2210	2970	2700 (1990)	
Brens	1720	2150	2240 (1990)	2570
Lagnieu	1810	2400	2445 (1990 = 1944)	2970
Pont-Morand	3120	4230 *	4250 (1944)	5310 **

(en grisé : valeurs provenant des archives du SAC-SNRS, stations non exploitées dans le volet hydrologique de l'étude globale sur le Rhône).

* : débit du scénario de crue centennale du Rhône-amont pour le PPRi du Grand Lyon

** : débit du scénario de crue exceptionnelle (crue de référence) pour le PPRi du Grand Lyon.

Les caractéristiques hydrologiques du scénario de référence :

	Historique	Scénario de référence	Q Caract. Rhône	Q affluent
Pougny	1520	1530	= Q150	
Confluence Valserine		1870		330
Bognes	2000	1965	< Q150	
Confluence Usses		2120		135
Seyssel	2000	2120	> Q200	
Confluence Fier	700 (1990)	2850		700
Entrant Chautagne	2700	2850		
Brens	2240	2250	□ Q200	
Confluence Guiers	400 (1990)	2475		200
Lagnieu	2445	2530	> Q150	
Confluence Ain		4310		2050
Pont Morand	4250	4250	□ Q100	

Le calcul de la ligne d'eau¹³ de référence en lit mineur a été effectué en utilisant le modèle calé pour l'étude globale sur le Rhône, avec les hypothèses de débit dérivés retenues suivantes, prenant en compte les possibilités de fonctionnement en mode dégradé :

- 300m³/s dans l'aménagement de Chautagne pour un débit d'équipement de 600m³/s,
- débit dérivé nul dans l'aménagement de Belley correspondant à la consigne normale d'exploitation
- 350m³/s dans l'aménagement de Bregnier-Cordon pour un débit d'équipement de 700m³/s,
- maintien du débit d'équipement de 800m³/s dans l'aménagement de Sault-Brénaz compte tenu de la longueur très réduite du Rhône court-circuité et de la zone inondable très peu étendue et peu vulnérable,
- maintien du débit de consigne de 640m³/s dans l'aménagement de Cusset, correspondant aux hypothèses du PPRi du Grand Lyon.

10 Crue décennale, c'est-à-dire crue qui a une chance sur dix de se produire chaque année.

11 Crue centennale, c'est-à-dire crue qui a une chance sur cent de se produire chaque année.

12 Crue réellement observée (les deux précédentes étant issues de calculs de probabilité et de modélisations).

13 Cote des plus hautes eaux au milieu du lit mineur, ou profil en long

La doctrine Rhône rappelle que les secteurs endigués restent exposés au risque d'inondation du fait des possibles sur-verses voire des ruptures des ouvrages de protection. L'aléa est d'abord qualifié et affiché hors ouvrage de protection, comme si la digue n'existait pas. Le sur-aléa lié au risque de défaillance de l'ouvrage en cas de rupture est ensuite pris en compte sous la forme d'une bande de sécurité en arrière immédiat de la digue où l'aléa est considéré comme fort. La largeur de cette bande dépend de la différence de hauteur entre la cote de référence dans le lit mineur et le terrain naturel :

- 100 mètres de large si cette différence est inférieure à 1.50 mètres ;
- 150 mètres de large si cette différence est comprise entre 1.50 et 2.50 mètres ;
- 250 mètres de large si cette différence est comprise entre 2.50 et 4 mètres ;
- 400 mètres si cette différence est supérieure à 4 mètres.

Pour les digues « insubmersibles » des aménagements de la CNR, la bande de sécurité est réduite à une largeur de 100 mètres.

Les hauteurs de submersion, la vitesse du courant et la vitesse de montée des eaux permettent de distinguer les zones d'aléa fort et d'aléa modéré.

Sur les secteurs inondables par le Rhône, les crues sont lentes, **si bien que l'on ne recherche pas à prendre en compte la vitesse d'écoulement des eaux comme un facteur supplémentaire aggravant**. L'aléa de référence est donc considéré comme fort lorsque la hauteur de submersion atteint ou dépasse 1 mètre pour la crue de référence. Il est modéré pour une hauteur de submersion inférieure à un mètre.

Hauteur d'eau (H)	Niveau d'aléa
$H < 1 \text{ m}$	Modéré
$H \geq 1 \text{ m}$	Fort

*Caractérisation de l'aléa de référence du Rhône,
en fonction de la hauteur d'eau uniquement*

4.3. La qualification de l'aléa exceptionnel du Rhône

La doctrine Rhône préconise de prendre également en compte la survenue possible d'une crue exceptionnelle qui dépasse les épisodes historiques connus. Ce deuxième niveau de référence est défini par la crue très forte de l'étude globale sur le Rhône qui se rapproche de l'emprise hydrogéomorphologique du Rhône. L'aléa doit être affiché dans les espaces compris entre crue de référence et crue exceptionnelle, pour tenir compte de la nature particulière du risque très rare, mais très grave.

Ces espaces doivent être pris en considération, car en cas de crue majeure, ils peuvent être le siège de dommages considérables. Ils peuvent aussi participer à l'expansion des crues utiles à la réduction des risques à l'aval.

Station Débit (m³/s)	Pougnny	Bognes	Seyssel	Brens	Lagnieu	Perrache	Ternay	Valence	Viviers	Beaucaire
Débit de référence Q10	1 180	1 450	1 430	1 720	1 810	3 120	4 445	5 620	6 100	8 400
Simulation d'une crue moyenne : Débit de pointe	1 170	1 460	1 500	1 650	1 885	3 670	4 680	5 305	6 250	8 270
Débit de référence Q100	1 470	1 920	1 940	2 150	2 400	4 230	5 890	7 510	8 120	11 300
Simulation d'une crue forte : Débit de pointe	1 530	1 895	2 480	2 215	2 880	4 470	6 020	7 400	7 745	11 860
Débit de référence Q1000	1 800	2 375	2 450	2 570	2 970	5 310	7 310	9 370	10 100	14 160
Simulation d'une crue très forte : Débit de pointe	1 800	2 330	2 460	2 450	2 780	5 245	7 325	9 320	10 115	14 345

4.4. La qualification de l'aléa de référence de l'Ain

Le tableau suivant donne le débit des occurrences de crues à Lagnieu, Lyon et Chazey. Pour sa lecture, F2 correspond à une crue biennale (qui a une chance sur deux de se produire chaque année), F5 une crue quinquennale (qui a une chance sur cinq de se produire chaque année), etc.

Stations Période	Lagnieu	Lyon Pont- Morand	Chazey
F 2	1330 m³/s	2250 m³/s	940 m³/s
F 5	1620 m³/s	2800 m³/s	1300 m³/s
F 10	1820 m³/s	3200 m³/s	1500 m³/s
F 20		3550 m³/s	1700 m³/s
F 50	2230 m³/s	4000 m³/s	2000 m³/s
F 100	2400 m³/s	4350 m³/s	2800m3/s

Sur l'Ain, les lignes d'eau calculées par le bureau d'étude SOGREAH dans le cadre de l'étude "Détermination des zones submersibles par l'Ain entre le pont de Port Galland et la confluence avec le Rhône" (SOGREAH 1999), sont utilisées pour la réalisation du plan de prévention des risques.

Le régime de l'Ain est de type pluvio-nival océanique. Les précipitations océaniques arrêtées par la chaîne jurassienne induisent une lame d'eau moyenne de 1600 mm/an avec un débit spécifique très important (40 l/s/km²). Ce débit naturel est très variable (de 5 m³/s à l'étiage¹⁴ à 2500 m³/s) et très capricieux : la rivière alterne ainsi étiages sévères et grandes crues dévastatrices.

Sur la basse vallée de l'Ain, les crues sont de type torrentiel et la rivière connaît des vitesses de montée et de baisse des eaux très rapides. Les débits de crues qui varient selon l'endroit où l'on se situe dans la basse vallée de l'Ain sont en moyenne d'environ :

- 1 700 m³/s pour la crue décennale (crue qui a une chance sur 10 de se produire chaque année);
- 2 800 m³/s pour une crue centennale (crue qui a une chance sur 100 de se produire chaque année).

La plus forte crue historique connue remonte à février 1957 avec un débit de 2 300 m³/s à Pont de Chazey.

Pour bien situer l'importance de ces débits par rapport à des événements récents, la crue de février 1999 était d'environ 1650 m³/s (période de retour 10 ans) et la crue plus importante de 1990 était de 1 910 m³/s (période de retour 40 ans).

S'agissant de la crue centennale qui constitue la crue minimale de référence pour un PPR elle ne s'est pas produite durant ce siècle sur la rivière d'Ain.

Influence des barrages sur les débits de crues

Les barrages de la rivière d'Ain représentent un volume utile de stockage d'environ 450 Millions de m³. Le barrage de Vouglans représente à lui seul plus de 90% de ce volume de stockage. Ce volume utile de stockage est mobilisé lors des forts phénomènes pluvieux lorsque les débits entrants dépassent les débits maximaux qui peuvent être turbinés permettant ainsi d'optimiser la production d'hydroélectricité.

L'objectif d'optimiser la production hydroélectrique permet pour les crues de moyenne importance un écrêtement des débits de pointe même si les barrages n'ont pas d'obligation réglementaire en la matière. Ainsi, pour la crue de février 1999, le débit de pointe aurait été de 300m³/s de plus sans la présence amont des barrages.

Cependant pour les événements exceptionnels comme la crue centennale de référence du PPR, l'impact des ouvrages hydroélectriques sur le débit de pointe est quasiment nul pour les raisons suivantes:

- compte tenu des volumes considérables que représente une montée des eaux jusqu'à un débit de pointe à 3000 m³/s (une heure de débit à 1000m³/s représente ainsi 4 millions de m³), les barrages seront pleins au moment où ce débit se produira;
- Vouglans qui représente 90 % du volume utile de stockage ne "contrôle que 25% du bassin versant de la rivière d'Ain". Ainsi 75 % des débits qui arrivent ne peuvent absolument pas être contrôlés et écrêtés ;
- les barrages n'ont aucune fonction réglementaire d'écrêtement de crue. Ils ne jouent ce rôle que lorsque cela permet par ailleurs d'optimiser la production d'électricité.

La crue de référence

A partir d'une analyse des débits maximaux annuels et de formules hydrauliques validées sur d'autres cours d'eau, ce bureau d'études a pu extrapoler le débit de pointe ayant en probabilité une chance sur cent de se produire chaque année.

Le débit de crue centennale a ainsi pu être estimé à 2 500 m³/s à Pont d'Ain et à 3 000 m³/s à Pont de Chazey en prenant une marge de sécurité d'environ 10%.

Grâce à ce débit et en repositionnant la crue centennale par rapport à la crue historique de 1957, il a été possible à partir d'un modèle hydraulique calé depuis 40 profils en travers d'estimer les hauteurs d'eau de crue centennale en plusieurs points de la rivière.

¹⁴ Niveau moyen le plus bas d'un cours d'eau.

Des précautions doivent néanmoins être prises dans l'exploitation de ces résultats pour plusieurs raisons :

- comme dans toute modélisation il existe une marge d'imprécision sur le résultat ;
- les débits centennaux calculés l'ont été à partir des débits maximaux annuels quasiment depuis le début du siècle. Le bassin versant a depuis connu des aménagements. Ceci entraîne que si les mêmes événements pluvieux se reproduisaient, on aurait vraisemblablement un débit de pointe plus important ;
- les débits maximaux annuels constatés ces trente dernières années sont dans certains cas, inférieurs aux débits qui auraient normalement dû être constatés sans la présence du barrage de Vouglans ;
- a crue centennale a été calée à partir de la crue de 1957. Or depuis 1957, le barrage de Vouglans a contribué à l'écêtement des petites crues (qui contribuent à l'arrachement et au renouvellement des boisements). On a ainsi pu constater un développement important des boisements (par ailleurs quasiment plus exploités) de nature à renforcer la rugosité du lit majeur¹⁵. Ce phénomène a été également accentué par les aménagements en zone inondable. Ainsi pour un même débit les hauteurs d'eau seraient plus importantes aujourd'hui qu'en 1957.

La carte des aléas a été établie sur la base d'une crue centennale calculée. **Contrairement à l'aléa du Rhône, deux paramètres ont été pris en compte pour estimer l'importance de l'aléa: la vitesse de l'eau et la hauteur d'eau.**

2 types de zones ont ainsi été définis :

- les zones d'aléa fort : Elles participent directement à l'écoulement. La hauteur d'eau est importante (supérieure à 1m) et/ou la vitesse des eaux est importante (supérieure à 1 m/s) ;
- les zones d'aléa modéré : La hauteur de l'eau est plus faible (<1m) et la vitesse est faible à nulle (<1 m/s).

Vitesse (V) en m/s	Hauteur (H) en m	
	H<1m	H>1m
V<1m/s	Modéré	Fort
V>1m/s	Fort	Fort

4.5. Cartographie de l'aléa inondation

La carte des aléas élaborée sur un fond cadastral à l'échelle du 1/5 000 vise à localiser et à qualifier les zones exposées à des risques actifs et potentiels. Elle synthétise la connaissance des risques évalués de manière qualitative à partir des études existantes, des données collectées, complétées par des levés de terrains.

Le principe retenu pour cartographier l'aléa crue du Rhône est une projection horizontale des lignes d'eau sur l'ensemble du lit majeur. Le croisement des lignes d'eau avec la topographie est une vision sécuritaire de la crue. La cartographie tient compte notamment des aménagements réalisés (remblais) qu'ils soient anciens ou récents, définitifs ou non.

Ainsi, les surfaces actuellement en exploitation pour l'extraction de granulats apparaissent momentanément surélevées, (espaces de stockage et de transformation) alors qu'elles auront à terme disparues et que les terres rendues après exploitation présenteront un niveau nettement inférieur au terrain d'origine.

Aussi, bien qu'ils apparaissent non inondés pour la crue de référence, au regard de la topographie de 2009, ils seront considérés inondables in fine.

¹⁵ Le lit majeur d'un cours d'eau est la zone d'expansion de ses crues.

La cartographie de la crue exceptionnelle couvre la quasi-totalité du territoire communal, qui ne présente pas de relief marqué de type terrasse. Cet espace au regard d'une approche hydrogéomorphologique, recherchant les traces laissées par les crues qui ont sculpté la vallée, serait considéré comme le lit majeur du fleuve. Il peut mobiliser à l'avenir l'ensemble de cet espace.

4.6. Les cotes de référence

La cote de référence à prendre en compte est dans le cas général calculée à l'emplacement du projet (cote altimétrique obtenue à partir des cotes figurant sur le plan de zonage) par interpolation linéaire (application de la règle de 3) entre les deux droites de projection les plus proches, l'une à l'aval et l'autre à l'amont¹⁶. Dans le cas particulier où le projet est situé dans une zone de remontée par l'aval, la cote de référence à prendre en compte est la cote indiquée au point d'entrée sur le plan de zonage.

Pour la crue exceptionnelle, la cote à prendre en compte est calculée à l'emplacement du projet (cote altimétrique obtenue à partir des cotes figurant sur le plan de zonage) par interpolation linéaire (application de la règle de 3) entre les deux droites de projection les plus proches, l'une à l'aval et l'autre à l'amont.

Les cotes de référence pour les crues du Rhône figurent au droit des points kilométriques (PK) du Rhône sur la carte des aléas et sur le plan de zonage.

Pour la crue exceptionnelle : La cote à prendre en compte est calculée à l'emplacement du projet (cote altimétrique obtenue à partir des cotes figurant sur le plan de zonage) par interpolation linéaire (application de la règle de 3) entre les deux droites de projection les plus proches, l'une à l'aval et l'autre à l'amont.

Le tableau ci-dessous donne, en différents points du territoire marqués par les PK¹⁷ du Rhône, les cotes de référence en altitude NGF Normal (IGN69)¹⁸ en mètres.

PK	Cote crue de référence (mNGF)	Cote crue exceptionnelle (mNGF)
34,000	190,52	191,14
35,000	190,71	191,55
36,000	191,27	191,97
37,000	191,69	192,29
38,000	192,03	192,64
39,000	192,59	193,23
40,000	192,98	193,61
41,000	193,32	193,96
42,000	193,66	194,32
43,000	194,10	194,74

16 Voir le schéma d'explication qui se trouve dans les dispositions générales du règlement du PPRi.

17 Points kilométriques : permettent de repérer un point sur le linéaire du cours d'eau.

18 Le système de nivellement général de la France (ou IGN 69) est celui officiellement en vigueur depuis 1969 et est le système de référence de ce PPRi (toutefois, certains anciens plans et documents peuvent faire référence au système précédent, dit orthométrique. Sur la commune de Loyettes : altitude NGF = altitude orthométrique + 0,24 m).

Pour la crue de l'Ain, la crue de référence est une crue équivalente à la crue centennale, ayant pour condition aval une crue centennale du Rhône.

PK Ain	Cote crue de référence (mNGF)
30,000	199,88
31,000	198,04
32,000	195,84
33,000	193,71
34,000	193,01
35,000	190,69

5 Identification et caractérisation des enjeux

5.1. Définition

Les enjeux regroupent les personnes, biens, activités, équipements et éléments du patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Ils concernent également les espaces, appelés zones d'expansion des crues, où se répandent les eaux lors de débordements des cours d'eau dans leur lit majeur. Le stockage momentané des eaux y écrête la crue en étalant ses écoulements dans le temps.

Leur vulnérabilité exprime le niveau de conséquences prévisibles, dommages matériels et préjudices humains, d'un phénomène naturel sur ces enjeux.

Leur identification, leur qualification est une étape indispensable de la démarche qui permet d'assurer la cohérence entre les objectifs de la prévention des risques et les dispositions qui seront retenues.

Ces objectifs consistent à :

- prévenir et limiter le risque humain, en n'accroissant pas la population dans les zones soumises à un risque grave et en y améliorant chaque fois qu'il sera possible la sécurité,
- prévenir et limiter les atteintes aux biens et à l'organisation économique et sociale, afin d'assurer un retour aussi rapide et aisé que possible à une vie normale,
- favoriser les conditions d'un développement local durable tout en n'accroissant pas les aléas à l'aval.

5.2. Méthodologie et résultats

Les champs d'expansion des crues sont définis par la circulaire du 24 janvier 1994, relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, comme étant des secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés (terrains agricoles, espaces verts urbains, terrains de sports, espaces « naturels », etc.) pouvant stocker un volume d'eau important pendant la crue.

Sont inondables par la crue de référence du Rhône :

- les secteurs en rive droite du Rhône à l'amont du bourg (lieu-dit le Vernay, les Clavelières, Le Chardonnet, Le Veau, Trompette, Saint-Rambert) ;
- les secteurs urbanisés à l'amont de la RD 18 (Le Grand Port, La Cabrotte, La Massolière) ;
- les secteurs urbanisés à l'aval du bourg (Le Carillon, Les Bonnes, La Corne, Le Perrier, aux Bonnes, Le Godimus) ;
- l'ouest du bourg (le Brottelay, Le Bouchet, en Pommerant, en Mochant, le Brottay) ;

Sont inondables par les crues de référence du Rhône et de l'Ain :

- les secteurs de confluence (lieu-dit Prairie d'Ain, Le Pré, Le Recart, Les Echarpets, la Croix du Nez, Sous Puits Perdu, Les Vorgnes) ;

Sont inondables par la crue de référence de l'Ain :

- les lieux-dit Vers Port Galland, à Moulin Grasse ;

6 De la carte d'aléa à la carte réglementaire

6.1. Principes de définition du zonage

Le zonage réglementaire est défini comme le croisement des aléas et des enjeux cartographiés selon la superposition suivante :

Enjeux →	Espaces boisés ou agricoles	Zone urbanisée, zone d'activités
Aléa		
Bande de sécurité derrière les digues ¹⁹	zone rouge spécifique inconstructible	zone rouge spécifique inconstructible
Aléa de référence Fort	zone rouge globalement inconstructible	zone rouge globalement inconstructible avec gestion de l'existant
Aléa de référence Modéré	zone rouge globalement inconstructible	zone bleu foncé B1 constructible avec prescription
Aléa exceptionnel	zone bleu clair B2 constructible avec prescription	zone bleu clair B2 constructible avec prescription

Tableau de définition du zonage réglementaire

Bande de sécurité derrière les digues :

La commune de Loyettes n'est pas concernée.

Aléa de référence :

Les espaces soumis à un aléa fort sont classés en zone rouge inconstructible en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau).

L'intégralité des espaces agricoles ou boisés soumis à l'aléa de référence (quelle que soit son intensité) est classée en zone rouge inconstructible puisque ces zones constituent des champs d'expansion des crues utiles à la régulation de ces dernières. Leur urbanisation reviendrait par effet cumulatif à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval et notamment dans les zones urbanisées déjà fortement exposées.

Il convient de rappeler ici que l'objectif de préservation des champs d'expansion de crues est valide sur l'ensemble de la vallée.

Aléa exceptionnel :

Les espaces soumis uniquement à l'aléa exceptionnel sont classés en zone bleue B2, quel que soit le niveau d'enjeux.

La **ZONE ROUGE** correspond aux zones d'aléa de référence fort des espaces urbanisés (hors centre urbain), ainsi qu'aux espaces peu ou pas urbanisés quel que soit leur niveau d'aléa. Cette zone est à préserver de toute urbanisation nouvelle soit pour des raisons de sécurité des biens et des personnes (zone d'aléa les plus forts), soit pour la préservation des champs d'expansion et d'écoulement des crues. C'est pourquoi cette zone est inconstructible sauf exceptions.

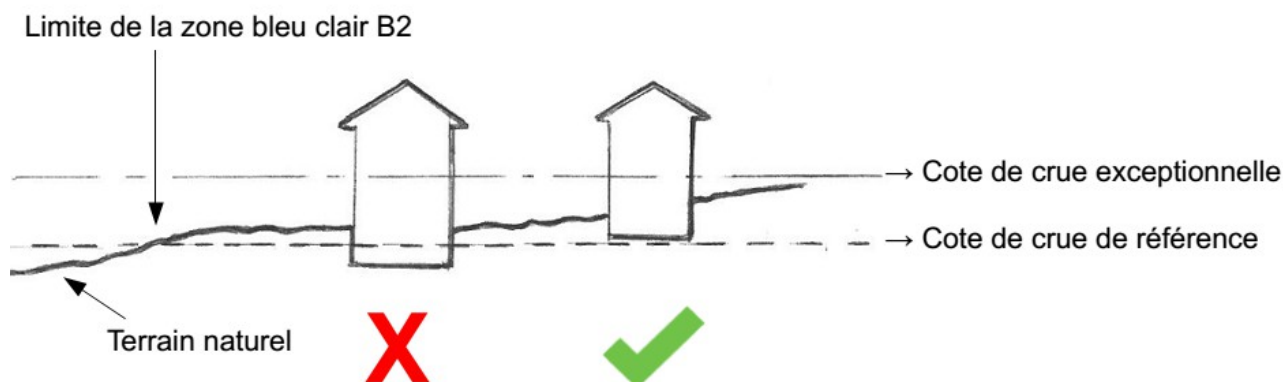
La **ZONE BLEUE B1** correspond aux zones d'aléa modéré situées dans les espaces urbanisés.

¹⁹ Sa largeur dépend du type de digue (différence entre les digues d'alimentation des barrages et des digues de protection contre les inondations) et de leur hauteur.

La **ZONE BLEUE B2** comprend la partie du territoire qui, au-delà de l'enveloppe de la crue de référence, est inondable par la crue exceptionnelle ; l'enjeu principal y est de réglementer l'implantation des établissements présentant les plus fortes sensibilités pour tenir compte de la nature particulière du risque très rare, mais très grave. Les établissements à enjeux particuliers sont soumis à prescriptions.

Par ailleurs, la limite de l'aléa de référence étant déterminée au regard de l'altimétrie des terrains, il apparaît non seulement opportun, mais aussi nécessaire de prescrire pour les constructions autorisées le respect de la cote de référence.

L'objectif poursuivi est une limitation de la vulnérabilité des enjeux. Cette disposition vise à éviter l'implantation malencontreuse de sous-sols, voire lorsque le terrain naturel présente une altimétrie très voisine de cette cote (notamment à proximité immédiate des zones bleu foncé B1 ou rouge, concernées par l'aléa de référence) éviter l'implantation de plancher plus bas que le terrain naturel.



Dessin de principe, les sous-sols dans la zone B2 doivent être au-dessus de la cote de référence

6.2. Principes de délimitation à l'échelle du parcellaire

6.2.1. Dans les espaces urbanisés

Le zonage est tracé par croisement de l'aléa et des enjeux, en suivant autant que possible les limites de l'aléa mais également celles du parcellaire ou du bâti. Lorsqu'une construction est située à cheval sur deux zones d'aléas différents, la limite du zonage réglementaire a été tracée pour placer la construction dans une seule zone réglementaire, celle recouvrant le plus de surface bâtie. Ce choix doit permettre de faciliter l'instruction des actes d'urbanisme.

La totalité de la parcelle est classée à partir du moment où une portion importante est exposée à un aléa, afin d'éviter toute ambiguïté lors de l'instruction de permis de construire ou de travaux.

Si une faible partie d'une parcelle est exposée (un morceau de jardin par exemple), elle seule sera classée, afin d'éviter de classer une maison alors qu'elle n'est pas exposée et de ne pas pénaliser inutilement le propriétaire lors d'aménagements futurs.

6.2.2. Dans les espaces non urbanisés

Le zonage est tracé par croisement de l'aléa et des enjeux, en suivant autant que possible les limites de l'aléa tout en simplifiant les contours, pour faciliter l'instruction des actes d'urbanisme.

6.2.3. A la limite de la zone inondable

La limite de la zone réglementée par le PPR est tracée en suivant autant que possible les limites de l'aléa mais également celles du parcellaire ou du bâti. Si une construction est située sur la limite entre zone réglementée (bleue ou rouge) et zone blanche, le règlement applicable est celui de la zone réglementée.

7 Description du règlement par zone

Les principes énoncés ci-dessus ont permis de délimiter 3 zones :

- la zone **rouge**, globalement inconstructible à l'exception de certains projets ;
- la zone **bleu foncé B1**, globalement constructible sous réserve du respect d'un certain nombre de règles ;
- la zone **bleu clair B2**, constructible sous réserve du respect d'un certain nombre de règles ;

Pour chaque zone, le règlement précise les aménagements qui sont interdits ou admis. Pour les aménagements admis, il précise les règles d'urbanisme, de construction et d'exploitation qui doivent être respectées. Pour les projets admis en zone rouge et bleu foncé B1, les prescriptions applicables sont listées dans le règlement de ces zones, et dans la partie "dispositions communes à la zone rouge et à la zone bleu foncé B1".

7.1. En zone ROUGE

Le règlement, sous réserve qu'il n'y ait ni impact sur les écoulements ou sur la tenue des terrains ni risque d'aggravation des dommages pour les biens, limite projets admis :

- aux installations portuaires ;
- aux reconstructions ;
- aux changements de destination n'augmentant pas la vulnérabilité ;
- aux infrastructures d'intérêt général ;
- aux espaces verts ou aux aires de loisirs ne créant aucun remblai ;
- aux aménagements et aux extensions limitées du bâti existant ;
- aux activités nécessitant la proximité des terrains inondables (agriculture par exemple).

7.2. En zone BLEU FONCÉ B1

Le règlement de cette zone interdit, entre autres, les projets suivants :

- les établissements recevant du public de catégorie 1, 2 et 3, du fait de leur très grande capacité d'accueil ;
- les établissements contribuant à la sécurité publique et civile et participant à la gestion de crise, du fait de leur importance lors des inondations, sauf à démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative hors zone inondable, et sous réserve qu'ils soient opérationnels en crue ;
- les établissements abritant des personnes vulnérables ou difficiles à évacuer, étant donné la vulnérabilité particulière de leurs occupants ;
- les établissements sensibles et/ou potentiellement dangereux ;
- les changements de destination de l'existant augmentant la vulnérabilité ;
- la création de sous-sols et de parkings souterrains sous la cote de référence.

Les projets qui ne sont pas interdits en zone B1 sont admis à la condition du respect d'un certain nombre de prescriptions.

7.3. Dispositions communes à la zone rouge et à la zone bleue B1

Ces deux zones sont concernées par l'aléa de référence. Les biens admis doivent respecter des prescriptions afin de les rendre le moins vulnérable possible. Parmi ces prescriptions, on note notamment :

- la mise à la cote de référence de tous les bâtiments admis (habitations, activités, etc.), à l'exception de certains cas listés dans le règlement ;
- la mise à la cote des annexes aux habitations, à l'exception des abris de jardins mais sous réserve que ceux-ci ne dépassent pas 20m² d'emprise au sol (seuil symbolique correspondant à la nécessité de déposer un permis de construire s'il est dépassé, ceci afin de ne pas admettre de trop grandes annexes sous la cote de référence, et donc vulnérables) ;
- l'installation des bâtiments agricoles seulement s'il n'y a pas d'alternative hors zone inondable et avec une cote du plancher de ces bâtiments optimisée en fonction des conditions d'exploitation ;
- la transparence hydraulique des clôtures, afin de laisser libre l'écoulement des eaux ;
- la stricte limitation des remblais nécessaires à la mise hors d'eau des bâtiments admis, afin de ne pas grever les capacités d'expansion des crues ;
- la mise à la cote des réseaux sensibles à l'eau, notamment électrique, des appareils fonctionnant à l'électricité, l'installation de clapets anti-retour dans les réseaux d'assainissement ;
- l'utilisation de matériaux insensibles à l'eau pour les parties de bâtiments sous la cote de référence ;

7.4. En zone BLEUE B2

Seule la réalisation d'équipements sensibles, dont la défaillance en cas de crue exceptionnelle engendrerait des difficultés importantes soit pour la gestion de la situation de crise, soit monopoliserait des moyens considérables et grèverait les capacités de retour à la normale de la société de façon durable, est interdite dans cette zone.

Il est en outre demandé que les planchers, notamment ceux des sous-sols, soient situés au-dessus de la cote de référence : cette condition est remplie d'office pour les biens situés au-dessus du terrain naturel, car la zone bleu clair B2 n'est pas inondable par l'aléa de référence (mais par l'aléa exceptionnel). Il faut toutefois envisager, notamment dans les secteurs proches de la zone rouge ou bleu foncé B1, que les sous-sols peuvent être inondés, ce que cette prescription permet d'éviter.

7.5. Mesures de réduction de la vulnérabilité des biens existants

Comme le prévoit l'article L.562-1 du code de l'environnement, le PPRi de Loyettes impose aux collectivités et aux particuliers des mesures de réduction de la vulnérabilité pour les biens existants à la date d'approbation du PPRi. Ces mesures ne concernent que les biens concernés par l'aléa de référence (donc situés en zone rouge ou bleu foncé B1) et doivent être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date d'approbation du PPRi.

Le règlement donne une liste exhaustive des mesures obligatoires, que les collectivités et les particuliers doivent mettre en œuvre, en fonction de la situation de leur bien.

Afin de pouvoir bénéficier d'une subvention de ces travaux obligatoires au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs, l'établissement d'un diagnostic de vulnérabilité est demandé à l'appui de la demande de subvention, afin que le service instructeur puisse juger de la pertinence des travaux à subventionner.

Bibliographie

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et Ministère de l'Équipement du Transport et du Logement - Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles :

- Guide général - La Documentation Française - 1997 ;
- Guide méthodologique : risques d'inondation - La Documentation Française – 1999 ;
- Mesures de prévention : risques d'inondation - La Documentation Française – 2002 ;

Aléa de référence du Rhône amont – Compagnie Nationale du Rhône – Direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes – 2009

Détermination des zones submersibles par l'Ain – SOGREAH – Direction départementale de l'équipement de l'Ain - 1999



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AIN

Direction départementale des territoires

Service Urbanisme Risques

Unité Prévention des Risques

ARRÊTÉ
prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles
"inondations du Rhône et de l'Ain"
sur la commune de LOYETTES

Le Préfet de l'Ain

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-8, R.562-1 à R.562-10 relatifs à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels, et les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles ;

Vu la circulaire interministérielle du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation des populations et l'association avec les collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-01 du 19 avril 2011 modifié relatif à la liste des communes où s'applique l'article L.125-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-240 du 15 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques majeurs sur la commune de Loyettes ;

Vu la décision de l'autorité environnementale n°2015/DREAL/08213PP0244 du 02 juin 2015 de ne pas soumettre l'élaboration du plan de prévention des risques (PPR) à évaluation environnementale, annexée au présent arrêté ;

Considérant que l'aléa inondation du Rhône, porté à la connaissance du maire de Loyettes le 24 octobre 2013 et la présence d'enjeux en zone inondable justifie l'élaboration d'un plan de prévention des risques (PPR) inondation sur cette commune ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRÊTE

Article 1

L'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles est prescrit pour la commune de Loyettes.

Article 2

Le périmètre mis à l'étude est délimité sur le plan annexé au présent arrêté, il couvre l'ensemble du territoire communal.

Article 3

L'aléa pris en compte est l'aléa inondation lié aux crues du Rhône et de l'Ain.

Article 4

Les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet sont les suivantes :

- information du maire, du conseil municipal et de la communauté de communes de la plaine de l'Ain sur la procédure et le montage du dossier et sur l'aléa de référence ;
- définition des enjeux, du zonage et du règlement en concertation avec les élus communaux compétents sous la forme de réunions de travail et de visites de terrain. Ces réunions feront l'objet de comptes-rendus qui seront joints au registre d'enquête publique ;
- tenue d'une réunion publique de présentation du projet de dossier avant enquête publique, sur proposition ou avec l'accord des élus communaux ;
- au lancement de l'enquête publique, envoi du projet de dossier pour avis à la commune, à la communauté de communes de la plaine de l'Ain, au centre régional de la propriété forestière et à la chambre départementale d'agriculture de l'Ain ;
- mise en ligne, sur le site internet de l'État dans l'Ain (www.ain.gouv.fr) du projet de dossier soumis à l'enquête publique ;
- après la phase de consultations et avant approbation, mise au point du dossier avec la commune.

Article 5

Le directeur départemental des territoires est chargé de mener la procédure d'établissement du plan de prévention des risques naturels prévisibles.

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 7

Un avis d'information au public se rapportant au présent arrêté sera inséré par mes soins, en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera par ailleurs procédé à l'affichage du présent arrêté en mairie de Loyettes pendant un mois.

Article 8

Les éléments nécessaires à l'établissement de l'état des risques destiné à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Loyettes et consignés dans le dossier communal d'informations sur les risques annexé à l'arrêté 2006-240 du 15 février 2006 sont modifiés en conséquence de la présente prescription.

Le directeur départemental des territoires est chargé de ces modifications qui seront transmises :

- à la préfecture de l'Ain et à la sous-préfecture de Belley,
- au maire de Loyettes,
- à la chambre départementale des notaires.

Les éléments du dossier communal d'information sur les risques seront consultables sur le site Internet : www.ain.gouv.fr et le dossier sera tenu à la disposition du public :

- à la mairie de Loyettes,
- à la préfecture de l'Ain et à la sous-préfecture de Belley.

Article 9

Des copies du présent arrêté seront adressées :

- au maire de Loyettes,
- à la sous-préfète de Belley,
- au président de la communauté de communes de la plaine de l'Ain,
- à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au directeur du service navigation Rhône-Saône,
- au président de la chambre départementale d'agriculture de l'Ain,
- au directeur du centre régional de la propriété forestière,
- au directeur départemental des territoires.

Article 10

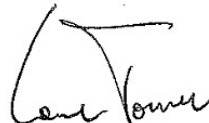
Le présent arrêté, ainsi que le plan et la décision qui lui sont annexés, seront tenus à la disposition du public en mairie de Loyettes, dans les bureaux de la préfecture de l'Ain à Bourg en Bresse et de la sous-préfecture de Belley.

Article 11

La secrétaire générale de la préfecture de l'Ain, la sous-préfète de Belley et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bourg en Bresse, le
Le Préfet,

25 JUIN 2015



Laurent TOUVET



PRÉFET DE L'AIN

Autorité environnementale
Préfet de département

**Décision de l'Autorité environnementale,
après examen au cas par cas,
relative à l'élaboration du plan de prévention des risques
naturels « inondations du Rhône » de Loyettes (Ain)**

(En application de l'article R122-18 du code de l'environnement)

Décision n° 08213PP0244

n°607

Vu pour rester annexé
à notre arrêté de ce jour,

Bourg en Bresse le 25 juin 2015

Signé Laurent TOUVET



DREAL RHONE-ALPES / Service CAEDD
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

Décision du 02/06/2015
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11/09/2014 portant délégation de signature à madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes en ce qui concerne le département de l'Ain ;

Vu l'arrêté n°2015044-0002 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 13/02/2015 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à l'élaboration du plan de prévention des risques naturels sur la commune de Loyettes, déposée le 14/04/2015 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la santé (ARS) en date du 27/04/2015 ;

Considérant le fait que les PPRN visent principalement un objectif de protection civile ;

Considérant qu'il sera du ressort du plan local d'urbanisme, dans le respect des prescriptions du futur plan de prévention des risques, de préciser la vocation des sols et leurs conditions d'aménagement, en intégrant le potentiel d'impacts associé ;

Considérant le fait que ceux des projets autorisés par le plan local d'urbanisme qui sont susceptibles d'engendrer des effets environnementaux entreront normalement dans le champ de l'article L122-1 du code de l'environnement relatif à la production d'études d'impacts ;

Considérant que les travaux de protections susceptibles d'être prescrits par le futur PPR sont annoncés comme ponctuels et liés à la réduction de la vulnérabilité d'habitations et d'activités existants ;

Considérant les effets positifs potentiels du plan de prévention des risques du fait notamment de la maîtrise de l'urbanisation en zone soumise au risque et, par voie de conséquence :

- la maîtrise de l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels ;
- la limitation de l'étalement urbain en direction du lit des cours d'eau ;
- la préservation des espaces naturels et agricoles situés à proximité des cours d'eau ;

Décide :

Article 1

En application de la section deuxième du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, l'élaboration du plan de prévention des risques naturels « inondations du Rhône » de Loyettes (Ain), objet de la demande susvisée, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 (III) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de plan ou programme peut par ailleurs être soumis.

Article 3

En application de l'article R. 122-18 (III) précité, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou mis à disposition du public dans le cadre des autres procédures de consultation du public prévues au code de l'environnement. Elle sera publiée sur le site Internet de la préfecture.

Pour le préfet, par délégation

la directrice régionale

Pour la directrice de la DREAL
et par délégation

La cheffe adjointe du service CAEDD


Nicole CARRIE

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de l'Ain à l'adresse postale suivante :
DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE
69 453 Lyon cedex 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux et être adressé au

Tribunal administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex



PREFET DE L'AIN

Direction départementale
des territoires de l'Ain
23 rue Bourgmayeur CS 90410
01012 BOURG EN BRESSE CEDEX

Service Urbanisme Risques
Unité Prévention des Risques

Plan de prévention des risques

"Inondations du Rhône et de l'Ain"

Commune de Loyettes

Périmètre d'étude

Vu pour rester annexé
à notre arrêté de ce jour,

Bourg en Bresse le 25 juin 2015

Signé Laurent TOUVET



Prescrit le

Mis à l'enquête publique

Approuvé le

